

Groenland

Par **Gérald Papy** et **Ludovic Hirtzmann**, correspondant à Montréal

Etats-Unis et Europe au bord d'une rupture historique

Le 17 janvier, les Groenlandais ont manifesté en nombre dans la capitale, Nuuk, pour s'opposer au projet américain d'annexion.



Donald Trump persiste à réclamer l'annexion du territoire autonome lié au Danemark. Les Européens semblent résolus à ne pas se laisser faire. Quelles seront les retombées de l'épreuve de force?

Le Groenland sera-t-il à l'origine d'une rupture historique dans la relation transatlantique entre les Etats-Unis et l'Europe? L'opposition massive de la population et celle unanime des forces politiques de l'île, la contestation ferme de nombreux Etats européens, la perspective de sanctions... Rien n'y fait, Donald Trump persiste et signe. Il veut s'emparer coûte que coûte du territoire autonome lié au Danemark. Et pour y parvenir, il sort son arme de dissuasion préférée: une hausse des droits de douane (de 10% au 1er février, de 25% au 1er juin) à l'encontre des pays en pointe sur le dossier (Allemagne, Danemark, Espagne, Finlande, France, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède), à savoir ceux qui ont osé envoyer des militaires sur l'île dans le cadre d'un exercice dénommé «Arctic Endurance» et organisé à la va-vite par Copenhague après une nouvelle montée en grade des menaces américaines. La Belgique y a dépêché un officier en «mission de reconnaissance», pas de quoi susciter déjà les foudres de Washington.

Changement de ton européen

Le président des Etats-Unis apparaît sûr de son «coup». «Je ne pense pas qu'ils résisteront beaucoup. Nous devons l'avoir», a-t-il assuré le 19 janvier en parlant des Européens et du Groenland. Donald Trump se tromperait-il cette fois-ci? Le ton des Européens a sensiblement changé depuis les courbettes de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, devant le président propriétaire de golf écossais lors de l'«accord» sur les tarifs douaniers en juillet 2025. L'annexion du Groenland territoire européen – et pas de l'Union européenne, dont l'île s'est retirée le 1er février 1985 tout en restant associée à certaines de ses politiques – semble bien se profiler comme un point de rupture avec les Etats-Unis, s'ils mettaient leur menace à exécution, par un achat ou, moins plausible, une annexion par la force. «Nous pensons sincèrement que nous avons besoin de plus

de croissance et de plus de stabilité. Mais nous préférons le respect aux brutes, la science au complotisme et l'Etat de droit à la brutalité», a ainsi affirmé – cherchez qui sont les brutes – Emmanuel Macron à la faveur d'un discours au Forum économique de Davos, le 20 janvier. Même si le président français a pu vouloir rétablir son crédit après une première réaction complaisante à l'égard de Donald Trump lors de l'enlèvement de Nicolás Maduro au Venezuela, cette sortie traduit, de manière à peine un peu virulente, le concert de protestations formulées par les dirigeants européens après la réaffirmation de la visée annexionniste des Etats-Unis sur le territoire autonome d'un pays de l'Union européenne et de l'Otan, et l'annonce de représailles économiques envers les pays qui s'y opposent, dans l'entendement américain, le plus directement.

Pour appuyer leur combat, les Européens prennent pour argument le respect du droit international. Mais ils savent que Donald Trump s'en soucie comme du sort des victimes de sa police de l'immigration. Plus porteur à Washington, ils peuvent se baser sur le rejet que le projet américain suscite de la part des Danois et, surtout, des Groenlandais. Les cinq principaux partis politiques de l'île ont signé, le 9 janvier, une déclaration commune signifiant que «l'avenir du Groenland doit être décidé par le peuple groenlandais». «Nous ne voulons pas être Américains; nous ne

Des soldats allemands et danois à l'aéroport de Nuuk pour participer à un exercice réunissant des troupes de plusieurs Etats européens.



La position stratégique du Groenland



Source: Ouest-France

«Nous préférons le respect aux brutes, la science au complotisme et l'Etat de droit à la brutalité.»

voulons pas être Danois; nous voulons être Groenlandais», ont insisté les dirigeants des quatre formations de la coalition gouvernementale, Les Démocrates (centre-droit), Inuit Ataqatigiit (socialiste), Siumut (social-démocrate) et Atassut (libéral-conservateur), mais aussi le parti d'opposition Naleraq (nationaliste), le plus fervent partisan de l'indépendance rapide du territoire. Une manifestation, le 17 janvier, de quelques milliers de personnes parmi les 56.000 habitants insulaires, dont le Premier ministre Jens-Frederik Nielsen, a donné une dimension populaire à cette opposition.

A l'argument avancé par les Américains pour justifier officiellement la nécessité de leur mainmise sur l'île, c'est-à-dire les menaces russes et chinoises, les responsables danois répondent par le rappel de la réalité. Quand les premiers affirment que l'«on voit des destroyers et des sous-marins russes partout» autour du Groenland, le commandant de l'Arktisk Kommando depuis deux ans et demi, le général de division Søren Andersen, répond dans une interview au *Monde*, le 19 janvier, n'en avoir «jamais vu un seul». Et à l'affirmation selon laquelle les investissements chinois seraient légion sur l'île, le ministre danois des Affaires étrangères, Lars Løkke Rasmussen, réplique: «Nous ne partageons pas cette idée selon laquelle le Groenland serait couvert d'investissements chinois.»

Instrument anticoercition

Si Donald Trump ne revient pas à la raison et à une négociation promise d'ailleurs à des résultats profitables aux Etats-Unis, en vertu des accords de défense qui les lient au Groenland depuis 1951 et qui ont été encore renforcés en 2004, les Européens se préparent à des mesures de rétorsion envers Washington. Un exemple en a été donné dès le 20 janvier avec la décision du Parlement européen de suspendre le processus de ratification de l'accord commercial conclu avec les Etats-Unis le 27 juillet 2025, qui prévoit des droits de douane de 15% sur les produits européens exportés aux Etats-Unis mais aussi la suppression de ceux imposés aux biens américains exportés dans l'Union européenne. Un premier avertissement.

L'Arctique canadien, prochaine cible?

... Un conseil européen extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement, le 22 janvier, pourrait en adresser d'autres. Parmi les dispositions envisagées, figurent outre la confirmation du gel de l'accord douanier, l'imposition de nouveaux tarifs douaniers sur les produits américains pour un montant de quelque 93 milliards d'euros, des actions contre les géants des nouvelles technologies, ou l'activation de «l'instrument anticoercition», qui permet notamment de limiter les importations d'un pays, réduire son accès à des marchés publics ou bloquer ses investissements. Il a été mis en place en 2023 pour faire face, selon le descriptif du Parlement européen, aux «pays qui restreignent le commerce pour tenter d'imposer un changement dans les politiques de l'Union européenne». Ce dispositif n'a jamais été utilisé, c'est dire l'ampleur de la crise que son recours consacrerait.

Renforcement de la sécurité

L'épreuve de force engagée, l'incertitude domine sur son issue. Certains estiment que les Européens ne récoltent que les fruits de leur pusillanimité: ils se sont trop longtemps reposés sur le parapluie américain pour leur défense. La revendication des Etats-Unis sur le Groenland n'est pourtant pas du même registre que la requête, légitime, de voir les Européens participer davantage à la contribution au budget de l'Otan. En l'occurrence, c'est un mouvement inverse qui est enclenché. Le Danemark, dans le cadre national qui inclut le Groenland, a opéré des investissements ces dernières années et est disposé à en consentir d'autres en faveur de sa sécurité. Plusieurs Etats européens, membres de l'Union européenne ou de l'Otan, sont prêts à participer, y compris financièrement, à un renforcement de la défense du Groenland, comme l'a montré, de manière un peu maladroite, la tenue de l'exercice militaire improvisé «Arctic Endurance». Mais il faut se rendre à l'évidence: Donald Trump ne veut rien entendre de ces offres de service. Seule lui importe l'annexion pure et simple, à l'instar de celle que met en œuvre, étape par étape, son allié israélien Benjamin Netanyahu à l'encontre de la Cisjordanie palestinienne.

C'est à un acte d'impérialisme débridé dont l'Europe, pourtant alliée historique, risque d'être la victime si, comme l'a indiqué le Premier ministre belge Bart De Wever le 19 janvier, les Européens n'opposent pas à Donald Trump un «ça suffit!»: «Le temps des amabilités est révolu.» ●

Le gouvernement canadien surveille avec inquiétude les velléités de Donald Trump d'annexer le Groenland. Son soutien au Danemark traduit une solidarité commune face aux Etats-Unis.

«Groenland et Canada, même combat?» a titré, le 12 janvier, le quotidien québécois *Le Devoir*. Il règne une ambiance étrange à Ottawa sur la question groenlandaise. Le Canada, en son point le plus proche, n'est séparé du Groenland que de 18 kilomètres, pour une frontière maritime de plus de 3.000 kilomètres! Le Premier ministre canadien Mark Carney a déclaré que son pays allait «toujours soutenir la souveraineté et l'intégrité territoriale du Danemark, y compris celle du Groenland. Le Canada et le Danemark, alliés et partenaires, ont la responsabilité commune d'assurer la sécurité et la résilience de l'Arctique.»

Guerre du whisky

La déclaration du chef du gouvernement canadien ne manque pas d'ironie. Lorsque les experts évoquent le cas du Groenland, tous se concentrent sur les velléités du président des Etats-Unis d'acquiescer le territoire danois de manière douce ou forte. Bien peu se souviennent qu'en 1940, les Canadiens, préoccupés par l'occupation allemande du Danemark, voulaient conquérir le Groenland pour «protéger» leurs approvisionnements de cryolite, indispensable pour la production

de l'aluminium nécessaire au matériel de guerre. A l'époque, c'est Washington qui s'y opposa.

Pendant un demi-siècle aussi, le Danemark et le Canada se sont affrontés sur la question groenlandaise à propos de la souveraineté d'un îlot inhabité d'un peu plus d'un kilomètre carré, l'île Hans, située à mi-chemin entre le Groenland et le Canada. Les deux pays avaient envoyé tour à tour des navires de guerre. Les Danois plantèrent leur drapeau sur ce caillou, et laissèrent au pied de ce dernier une bouteille de schnaps.

Les Canadiens firent de même avec leur pavillon et déposèrent une bouteille de whisky canadien. Le Danemark arguait qu'un explorateur danois fut le premier, il y a près de deux siècles, à découvrir le lieu. Les Canadiens s'appuyaient sur le fait qu'en 1880, le Royaume-Uni octroya au Canada ses territoires arctiques. Après des années conflictuelles, mais pacifiques, Ottawa et Copenhague signèrent un accord en 2022. L'île Hans fut partagée par une frontière longue d'un kilomètre entre les deux pays dans la bonne humeur. Cette guerre fut même nommée la guerre du whisky par les deux parties.

Arctique dans le viseur

Tant pour le Canada que pour le Danemark, le contrôle de l'Arctique est plus que jamais primordial. Le Grand